

BAC

SNCA e.i.L Convergence

e. comme Efficacité
i. comme Indépendance
L. comme Laïcité

BULLETIN DES AGREGES ET DES CERTIFIES N° 64

Avril, Mai, Juins 2017

TRIMESTRIEL
Prix : 1 Euro

Edito

Bulletin des Agrégés et Certifiés de

l'Education Nationale

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris

06 84 57 20 75 & 01 53 94 07 53

FR41@orange.fr

gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

SOMMAIRE

du seul BAC authentique

Edito : p. 1 & 2

Refondation de
l'école ? p. 2

Entre le marteau et
l'enclume p. 4

L'écologie peut-elle être
laïque ? p. 5

Vive le progrès ! vive
la réforme ! p. 7

BAC n° 64

Avril, Mai, Juin 2017

TRIMESTRIEL

Directrice de la Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISSN : en instance

CONCEPTION &
REALISATION

au siège

5, rue Clisson 75013 PARIS

Agitation et recomposition électorales

Du premier tour des élections présidentielles est sorti un constat d'évidence: les partis traditionnels et officiels se sont disqualifiés; cependant, le vieux parti antirépublicain et dont la démagogie cache mal les origines fascistes, même battu au second tour, est apparu encore vivace. Pourtant, il n'a trouvé la justification de son existence que comme repoussoir réciproque de la gauche et de la droite classiques et hors-jeu pour l'instant. Il y a donc gros à parier qu'il fera long feu lui aussi et d'ici peu. Quitte à le réactiver si les capitalistes qui gouvernent le monde se sentent en danger.

Le «système» se serait-il vraiment écroulé?

Non.

En effet, les partis en perte de vitesse sont tous entichés du libéralisme économique dont le nouveau président de la République, son premier ministre et les deux ministres affectés aux finances et à l'économie sont les champions sans complexe. Il n'est même pas sûr que le porte-voix de la France insoumise soit complètement détaché de l'idéologie capitaliste. En gros, le flambeau capitaliste dont la lumière offusque l'emploi, le pouvoir d'achat et la qualité de vie d'une part grandissante de la population (et pas seulement en France) a trouvé dans les mains de la nouvelle équipe le relai adéquat pour l'intérêt bien compris des actionnaires du CAC 40 et autres cotations boursières.

L'idéologie capitaliste ou libéralisme économique considère que la seule organisation de la société qui vaille est celle qui met au premier plan des rapports humains les rapports économiques et surtout marchands. Ceux-ci doivent, en outre, être libérés de toute entrave afin que «la concurrence libre et non faussée» donne à chacun la meilleure garantie de vie. Dans les faits, il y a 7 milliards d'êtres humains, à quelques millions près, qui savent d'expérience qu'un tel postulat donne naissance à des sociétés inégalitaires, aux rapports sociaux injustes dont le cynisme des nantis attribue l'injustice et l'inégalité à la seule responsabilité de ceux qui n'ont pas sorti leur épingle du jeu.

Or, il est évident que la domination de l'économie de marché, où tout a une valeur marchande y compris l'air et l'eau, et sa fausse éthique de la concurrence libre et non faussée, ont été massivement rejetées en 2005 par les citoyens français; ce que la classe politique et les dirigeants économiques ont refusé d'entendre puisque, sous le nom de Traité de Lisbonne, ils l'ont tout de même inscrit dans la Constitution française.

Ce «système» là, les Français en souffrent et n'en veulent toujours pas, même s'il est triomphalement incarné par le nouveau président et son gouvernement. Il est bon de rappeler au passage que le Chef de l'Etat a été élu par 21 millions d'électeurs alors que la majorité absolue de cet électorat est de 23,5 millions de citoyens ... Disons que le nouveau locataire du Palais de l'Elysée n'est pas très bien élu!

Pas plus d'ailleurs que la nouvelle Assemblée Nationale dont les élus y compris ceux de la majorité présidentielle ont été désignés par même pas 43 % d'électeurs.

Un triomphateur, des triomphateurs aux pieds d'argile ?

Par quel rapport de force le monde au travail saura-t-il faire plier ces matamores d'une démocratie qu'ils défigurent ?

Refondation de l'Ecole ?

François HOLLANDE avait inauguré son quinquennat en lançant, dès son arrivée au Palais de l'Élysée, l'ambitieuse **Refondation de l'Ecole de la République** (... pour refonder la République elle-même !) Qu'en est-il résulté cinq ans plus tard alors qu'un nouveau Président de la République Française vient d'être élu ?

Les trois ministres de l'Éducation Nationale qui se sont succédés entre 2012 et 2017 (Vincent PEILLON, 2012-2014, Benoît HAMON, quelques mois en 2014, Najat VALLAUD-BELKACEM jusqu'à la fin du quinquennat), ont mis en place les nouveaux rythmes scolaires pour les premières années d'école et instaurer la réforme du collège. Ils ont aussi *in fine* réorganisé la carrière des enseignants.

Les rythmes scolaires

L'objectif avoué de donner une demi-journée d'école supplémentaire était de permettre des activités périscolaires à tous les très jeunes élèves ; d'emblée, le caractère idéologique et égalitariste du projet sautait aux yeux : en effet, comment des municipalités urbaines et rurales peuvent-elles offrir des activités culturelles et/ou sportives équivalentes ? Comment les municipalités aux ressources très différentes peuvent-elles donner la même chose aux élèves ?

Entachée d'inégalités réelles et patentes, la réorganisation fut mal accueillie par nombre de familles et de communes ; des subventions accordées par l'Etat en fonction de l'adhésion ou non au projet, procurées en partie par la suppression des internats d'excellence entrés en fonction quelques années plus tôt, n'ont pas contribué à entraîner une adhésion majoritaire à cet aspect de la refondation de l'Ecole. D'ailleurs le nouveau ministre remet déjà en cause la pérennité de ce nouvel horaire qui impliquait des activités dont la dimension laïque n'était pas évidente.

Pour sa part le SNCA e.i.L. Convergence s'interroge. Les arrières-grands-parents de ces petits écoliers du vingt-et-unième siècle allaient à l'école 10 demi-journées de 3 h par semaine. Certes, les grandes vacances étaient beaucoup plus longues ... Ce que souhaite le SNCA e.i.L. Convergence, c'est plus d'école pour tous les enfants. S'il se trouvait que le Ministre de l'Éducation Nationale fût aussi celui de la Culture et de la Jeunesse et des Sports, comme ce fut parfois le cas avec le brillant exemple de Jean ZAY, il y aurait sans doute plus de cohérence dans les temps scolaire et périscolaire des enfants ; et s'il se trouvait aussi que la République fût enfin sociale comme le souhaitait JAURES, l'égalité de traitement entre les enfants serait plus près d'aboutir que sous la Vème République.

La réforme du collège

Cette réforme qui a déjà du plomb de gros calibre dans l'aile, a d'abord pour caractéristique d'avoir concerné d'un coup les quatre classes du collège au lieu de se mettre en place par étapes, sur quatre années consécutives. Les particularités qui tentaient de nier le caractère uniforme du collège unique ont été brutalement supprimées (quitte à être remises en vigueur par le nouveau ministre de l'Éducation Nationale) et remplacées par les EPI, Enseignements Pluridisciplinaires Individualisés. Des obstacles nombreux les vouent sans doute à l'échec : l'interdisciplinarité ne s'improvise pas et la formation des professeurs dans ce domaine a été réduite à presque rien, les inspections en charge de cette formation ne sachant pas de quoi il s'agissait ! Envisagée comme remédiation au désintérêt pour l'école et à

l'échec de certains élèves, la pluridisciplinarité, active 2 heures par semaine, prive les enseignements disciplinaires de ces deux heures sans les rendre vraiment efficaces pour ceux qui en bénéficient puisque ces collégiens en difficulté sont aussi victimes de la restriction horaire en classe complète ... Autant dire que c'est le serpent qui se mord la queue ! Le tout sur une remise en cause des cycles scolaires : au lieu des cycles traditionnels des 6^{ème}-5^{ème} puis des 4^{ème}-3^{ème} pourquoi pas un cycle CM 2-6^{ème} puis un autre 3^{ème} -2^{ème} ? Autant dire qu'au-delà du collège réduit à la portion congrue – le serpent n'a plus ni queue ni tête - reste posée le double constat : l'échec de l'école élémentaire qu'il faut prolonger par la première année de collège et l'échec de l'orientation puisque la 3^{ème} n'y suffisant pas, il faut la première année de lycée pour la déterminer ... Tout cela n'est pas brillant et le souvenir du sourire sempiternel et un brin condescendant de Madame VALLAUD-BELKACEM n'y change rien.

La réorganisation du statut et des carrières des enseignants

Première remarque : le quinquennat de HOLLANDE n'a revalorisé ni la situation ni la rémunération des personnels ; le coup de pouce donné aux indemnités de certains personnels du primaire n'affecte en rien l'immobilisme de leurs salaires bruts. Que certaines primes et indemnités soient intégrées à ce salaire brut n'entraîne pas non plus sa revalorisation même si cela est satisfaisant pour la future retraite. Quant à la hausse accordée *in extremis* au point d'indice resté gelé si longtemps, elle sera sans doute phagocytée par l'inflation avant d'avoir atteint le point ultime de sa revalorisation ! HOLLANDE a donc fait nettement moins bien que Lionel JOSPIN en charge du ministère de l'Education Nationale de mai 1988 à avril 1992.

Deuxième remarque : la fin du statut de 1950 (dont ne relèvent pas les PLP) marque une transformation profonde quoique encore peu perçue de la place des personnels concernés dans le secondaire. Certes, la durée de leur service hebdomadaire devant les élèves n'est pas modifiée pas plus que n'est niée qu'une heure devant les élèves implique aussi des heures de préparation et de correction ; cependant, la notion de tâches liées et obligatoires n'est étayée par aucun descriptif de leurs contenus, ni par aucune évaluation de leurs durées, ni même par une énumération de ce qu'elles sont. Il y a là un grand risque de voir déborder ces tâches sur des obligations du type de celles qui incombent aux enseignants du premier degré, voire sur une annualisation du temps qui leur est imparti. Rappelons que les fonctionnaires de catégories A n'ont pas bénéficié de la RTT et que l'extension des tâches liées et obligatoires pourra un jour prochain déboucher sur une présence excédant 35 h dans l'établissement d'exercice ... Les syndicats dits représentatifs – au SNCA e.i.L. Convergence nous disons administratifs – qui ont pris la responsabilité d'entériner l'écriture du nouveau statut soit en le votant soit en s'abstenant, assumeront seuls devant les collègues la responsabilité de les avoir trahis quand ceux-ci se verront mis dans l'obligation de rester de longues heures supplémentaires et non rétribuées dans leurs collèges et leurs lycées.

Troisième remarque : le Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations ou PPCR n'est pas qu'un effet d'annonce ou un effet de manche ; il est surtout une régression pour la majorité des personnels dans la mesure où leurs carrières progresseront plus lentement à mi et fin de parcours et par l'accent mis sur le subjectif dans les inspections devenues plus rares. Les quelques bénéficiaires de ce nouveau parcours le devront bien évidemment au « profil » des personnels bien en cour ... Ce profilage importé de l'entreprise et de plus en plus pratiqué dans les services publics met déjà à mal la qualité de la hiérarchie de l'institution scolaire : que sera-ce quand il amplifiera ses dégâts chez les personnels en prise directe avec les élèves ?

Alors cette refondation ?

La réorganisation des métiers de l'enseignement et de l'enseignement lui-même au cours du précédent quinquennat va dans le sens de l'affaiblissement des missions que la

République a donné à son Ecole. Loin de la refonder, HOLLANDE et ses équipes ont apporté leurs coups de pioche à sa démolition.

Pourquoi ? La prédominance des intérêts de la finance mondialisée exige la mobilisation des masses monétaires disponibles sur ce qui rapporte gros et tout de suite. Les services publics qui redistribuent les richesses au bénéfice de tous sont pour les financiers une aberration. L'Ecole Publique est donc aussi une aberration. Par ailleurs, cette finance mondialisée n'a pas besoin de beaucoup de travailleurs très qualifiés. Pourquoi donc se préoccuper de la qualité de la formation de tous les autres ? L'Ecole Publique en perd sa justification.

Deux exemples montreront comment on peut laisser pourrir la situation.

Les ministres de HOLLANDE en charge de l'Education Nationale n'ont pas levé le petit doigt pour redresser la barre de l'Enseignement Professionnel laissé à vau-l'eau par ceux de SARKOZY. Sans même revenir au bac pro en 2 fois 2 ans, il était possible de donner une cohérence aux 3 années de préparation au bac pro en fixant nationalement et intelligemment les étapes de cette préparation. Au lieu de cela, des records de décrochage en LP, des élèves qui sortent de trois années de lycée sans aucun diplôme, un discrédit jamais atteint pour cette voie de formation initiale. MACRON, le mal élu, pourra se permettre de régionaliser l'enseignement professionnel, comme il en a exprimé l'intention, et de donner carte blanche aux patrons locaux pour former à moindre frais des apprentis, sinon des citoyens !

HOLLANDE a fait de la lutte contre le décrochage scolaire une priorité nationale. Mais il a laissé tirer à hue et à dia ceux qui étaient chargés de cette tâche. D'abord, on a refusé de considérer la CPIF*, le métier des enseignants coordinateurs qui au sein de l'Education Nationale aident à prévenir le décrochage scolaire et à y remédier quand il a eu lieu, comme un métier de l'Education Nationale ; puis on le reconnaît : les enseignants coordinateurs ont le même statut que tous les autres enseignants. Mais on continue à refuser de les payer de la même manière. Pour faire diversion et minimiser le métier de CPIF, et surtout éviter de créer des concours de recrutement dans cette catégorie, on sort la « certification » de lutte contre le décrochage scolaire ... Une politique de volte-face orchestrée par les services de Madame la DGRH, totalement soumis aux injonctions du ministère de l'économie et des finances où exerça Emmanuel MACRON à partir de 2014 ... La suite est presque courue d'avance !

La refondation de l'Ecole de la République comme instrument du progrès social et culturel reste donc à faire ; mais à partir d'une situation qui a empiré avec HOLLANDE.

En laissant la place à l'ancien employé (très bien payé, d'ailleurs) de la banque ROTHSCHILD, il laisse, hélas, aussi le champ libre au libéralisme effréné et sans vergogne. Ce n'est pourtant pas à cela que la République et son Ecole aspirent.

Ni, pensons-nous, les parents d'élèves ...

Ni les citoyens !

**Coordination Pédagogique Ingénierie de Formation*

Entre le marteau et l'enclume

Dans les EPLE (établissements publics locaux d'enseignement), c'est le chef d'établissement, proviseur de lycée, principal de collège, qui est le chef de service des ATT (Agents Techniques Territoriaux) salariés par la collectivité territoriale dont dépend l'établissement (région, département, commune ou collectivité de communes). Ces salariés, quand ils sont titulaires de leur poste, sont des fonctionnaires de catégorie C, la plus mal payée des trois catégories (A, B, C) de fonctionnaires dont l'immense majorité est, par ailleurs, rémunérée chichement. Il est fréquent que les ATT soient rémunérés en dessous du

SMIC, une prime compensant le manque à gagner. Mais, sauf exception, les primes ne sont pas prises en compte dans le calcul des retraites. Donc beaucoup d'actifs de catégorie C sont destinés à devenir des retraités sous smicards ! La République sociale, comme on voit, n'est pas à l'ordre du jour.

Dans les établissements secondaires des premier et second degrés, il y a, pour assister le chef d'établissement, un gestionnaire de rang variable qui organise, théoriquement en accord avec lui, le travail des ATT et donne les instructions.

Il arrive que tout fonctionne bien ; le gestionnaire mandaté précisément par le chef d'établissement respecte les ATT auxquels il donne des ordres clairs, en échange de quoi les ATT accomplissent leurs tâches sans pester contre ces ordres et respectent en retour leur gestionnaire et leur chef de service avec le souci de les satisfaire. Cela a le mérite d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement dans un esprit d'équipe et pour le bien être des élèves et de tous les personnels.

Mais la vie réelle des établissements n'est pas toujours aussi idyllique.

Trop souvent le chef d'établissement se désintéresse des tracas matériels qui accompagnent inévitablement la bonne marche d'un établissement : fuites d'eau, évacuation des déchets, commande des aliments destinés aux demi-pensionnaires, révision des installations électriques, achat des produits d'entretien, etc. Si le gestionnaire (ce peut être une dame ...tout comme le chef d'établissement !) a le souci des travailleurs auxquels il distribue le travail ce sera un moindre mal ; mais si, par hasard, ce gestionnaire est une personne à courte vue ou un brin autoritaire voire insuffisamment qualifiée, auprès de qui les ATT pourront-ils faire valoir leurs remarques et leurs demandes de plus de respect de leur travail et de leur dignité ? Cette situation d'animosité ne favorise pas le fonctionnement d'une école bienveillante.

Il peut aussi y avoir de mauvaises habitudes prises antérieurement qui sont contrebattues par un nouveau chef d'établissement ; dans ce cas, si le gestionnaire veut à tout prix garder la sorte de pouvoir que l'indifférence antérieure lui a donnée, il peut y avoir de sérieuses frictions entre le chef de service en droit et le chef de service de fait.

Une chose est sûre aussi : les ATT ont peu de chance de faire entendre leurs justes récriminations concernant la façon dont ils sont traités plutôt mal que bien par leur chef de service en droit ou de fait, s'ils tentent d'alerter leur patron ; l'employeur paye et son souci n'est pas de pourvoir au bien être de ces lointains salariés mais plutôt de négocier avec leurs chefs de service le moyen d'en diminuer le nombre.

A vrai dire, dans trop d'établissements les ATT sont malmenés et coincés dans leurs travaux en raison des intérêts particuliers sinon contradictoires de ceux qui utilisent leurs services.

Le SNCA e.i.L. Convergence l'a dit et le redit : là où il y a confusion des genres et des responsabilités, la démocratie s'efface et la République est mise à mal. La laïcité du service public et, en particulier, celle de l'Ecole, exigent que le chef d'établissement soit son garant et travaille à la faire respecter. Les tentatives d'usurpation d'une part de ses responsabilités, y compris si elles sont permises par son indifférence, sont un malheur pour tout le monde y compris pour les élèves parce qu'ils pâtissent toujours, à un moment ou à un autre, des querelles d'adultes. Mais les grands perdants, dans la plupart des cas, sont d'abord les ATT dont est trop souvent contestée pour ne pas dire ignorée leur dignité de travailleurs.

Alors leurs droits de citoyens ...

L'écologie peut-elle être laïque ?

Il y a quelques années, alors que je fréquentais assez souvent la gare de Lyon pour aller dans le Montargois et en revenir, j'ai eu la surprise – et avec moi les milliers de

voyageurs transitant quotidiennement par elle – de découvrir, sur les emplacements muraux réservés à la publicité, de magnifiques photographies des cimes verdoyante et touffue d'une vaste forêt intertropicale, apposées-là par une grande entreprise du CAC 40 (à vrai dire, je ne sais plus laquelle ...) qui proclamait en légende à toute cette opulence végétale qu'elle s'engageait à ne plus produire de CO2 ! Actuellement, une marque d'huile, et chacun sait que l'industrie et le commerce des oléagineux sont contrôlés par de grands groupes transnationaux, pour inciter à consommer son produit exclusivement tiré de graines annonce fièrement qu'elle fait cela parce que les plantes ne produisent pas de CO2 ...

Il est bien connu, pourtant, que les végétaux sont des êtres vivants, qu'à ce titre ils respirent donc absorbent de l'oxygène et rejettent du gaz carbonique avec, en outre, pour la plupart d'entre eux, grâce à la photosynthèse, la capacité d'utiliser le gaz carbonique de l'atmosphère pour en faire une part de la substance de leurs troncs, de leurs tiges, de leurs feuilles, de leurs fleurs et de leurs fruits. Les hommes consomment d'ailleurs directement ou indirectement ces végétaux, tant il est vrai que la matière vivante c'est d'abord de l'eau et du carbone absorbés puis rejetés alternativement par elle.

Je dois à la vérité de dire qu'au bout de quelques semaines la belle verdure forestière avait disparu : un des experts en communication un peu moins béotien que les autres avait dû alerter le PDG que sans gaz carbonique, pas de forêt ! Je ne sais si l'huile machin changera rapidement son argument de vente. Toujours est-il que la pub écolo, même fondée sur des inepties, pire, des contre-vérités, est porteuse de juteux profits dans une société où la concurrence soi-disant libre et non faussée est reine !

Dans les deux cas cités en exemple de l'ignorance du fonctionnement biologique de base, les capitalistes sont à l'œuvre ; ils se drapent, même au prix de mensonges, dans l'intérêt supérieur de la planète qu'ils salopent à qui mieux-mieux pour conforter, tout en pensant les justifier, leurs énormes profits.

Dans cette démarche, certains les encouragent sans se poser de question.

Ainsi, la télévision française publique qui diffuse de petits films pour attirer la bienveillance des téléspectateurs alertés sur telle ou telle maladie orpheline ou telle ou telle cause humanitaire, en produit un qui vaut son pesant de cacahuètes ! Une adorable petite fille tend la main vers une superbe corbeille de fruits et légumes appétissants ; mais quand sa menotte saisit une pomme, celle-ci comme tous les autres produits de la corbeille se réduit en cendre. Suit une phrase inscrite sur l'écran sans aucun son qui pourrait troubler la méditation à laquelle ceux qui la lisent sont invités à se livrer : d'ici quelques années le réchauffement climatique entraînera la mort par la faim de 600 millions d'êtres humains supplémentaires. Ce document télévisé s'appuie sur un rapport datant de 2007 ...

En 2017, comme en 2007 manifestement, il y a déjà des êtres humains qui meurent de faim sans que le réchauffement climatique y soit pour quelque chose. Pourquoi ne mangent-ils pas assez pour survivre ? Mystère ... Mais ce qui ne l'est pas du tout, c'est la cause des 600 millions de morts supplémentaires pour cause de famine due au réchauffement climatique ! Comme le réchauffement climatique dure depuis 30000 ans et s'est accompagné sur la longue durée d'une augmentation de la population ainsi que de révolutions technologiques comme la domestication des animaux et des végétaux (révolution néolithique commencée il y a 12 à 10000 ans) il est étonnant qu'il soit intrinsèquement cause de surmortalité. Pourtant cela ne fait aucun doute pour la télé française se fondant sur un rapport de dix ans d'âge !

Et l'organisation sociale ? Et la prédation capitaliste qui convertit des terres arables jusque-là vouées à des cultures de subsistance en plantations destructrices des sols, ou les éventre pour en tirer des minerais ? Et l'exploitation des réserves d'eau pour les utiliser à alimenter les infrastructures et substructures nécessaires aux profits exacerbés des grands groupes financiers transnationaux ?

Certes, je suis une conarde puisque sans nier le réchauffement climatique qui, avec des progressions alternant avec des reculs, a fait monter le niveau des mers et des océans de 70 à 80 m en 20 ou 30000 ans, je conteste que la misère humaine lui soit imputable et que l'humanité en soit responsable. Ce qui menace nos vies aujourd'hui et dans le futur immédiat, c'est le capitalisme et la crasse matérielle et morale qu'il traîne avec lui.

Pourtant, quand des TRUMP et des MACRON triomphent politiquement, c'est bien l'idéologie libérale, inégalitaire et injuste, qui l'emporte sur toute la ligne, même si ces messieurs l'habillent d'un soupçon de protectionnisme ou de la volonté de retoucher quelques traités. La xénophobie du premier et l'angélisme européen du second camouflent pourtant la même adhésion à un système économique dont les exigences sont la garantie et l'extension des profits de quelques-uns aux dépens du plus grand nombre, celui des travailleurs, salariés et petits producteurs, et de leurs familles.

Pour se prémunir des aléas que les crises du capitalisme leur font courir, les bénéficiaires du système entendent amasser de très confortables matelas d'argent en n'en distribuant qu'une faible part, et moins encore si possible, à tous les autres. C'est la justification n° 1 des politiques d'austérité qui rognent le pouvoir d'achat des actifs et des retraités et démantèlent les services publics, ce bien commun des peuples. Or, ce sont ces politiques malthusiennes qui conduisent aux crises dont l'immédiateté autorise les actionnaires des grands groupes financiers à tendre leurs sébiles aux états et à leurs contribuables ... Pour un éternel recommencement ?

Sans doute si on en croit les sermons culpabilisants que prêchent à longueur de temps les bénéficiaires du système et leurs lèche-bottes : vous faites couler trop d'eau en vous lavant les dents, vous ne promenez pas assez votre petite famille à bicyclette, vous mangez trop de steaks, et, pire, vous les faites cuire au feu de bois de votre barbecue ! Certes, on ne dit plus que les dames et leur laque à cheveux sont la cause du trou dans la couche d'ozone, cet oxygène lourd si néfaste en ville et si apprécié sur les pentes enneigées de haute montagne !

Mais nos prêcheurs et sermonneurs ne sont pas à une contradiction près ; ni d'ailleurs à un mensonge près ... Du moment que ça fait marcher les grosses entreprises et que ça rapporte des dividendes aux actionnaires.

Voilà-t-il pas que l'icône nationale de l'écologie orientée, tout récemment intronisée ministre d'état à l'environnement, souhaite qu'il y ait un jour sans viande ni poisson dans les cantines scolaires ! Après les plats hallal ou pas, ceux bio- ou hyper-dévoreurs de carbone (de transport), il va falloir jongler avec le calendrier de l'Ecole de la République en espérant que la journée sans poisson ne tombera pas le vendredi, jour réservé par les cathos post-fillonistes à la consommation des petites bêtes aquatiques.

Que cela est compliqué de culpabiliser les amateurs de côte à l'os et de brochet au beurre blanc !

A son dernier congrès, le SNCA e.i.L. Convergence s'est donné pour mandat de réfléchir à une écologie laïque. Il serait temps de s'y mettre si on souhaite arrêter les dégâts sociaux que l'écologie vendue aux groupes de pression capitalistes fait subir à la classe ouvrière.

Capitalismus delendus est !*

**Il faut détruire le capitalisme*

VIVE LE PROGRES ! VIVE LA REFORME !

Le vieux monde disparaît : bon débarras ! Naguère, la vie politique s'organisait à travers l'opposition de deux idéologies : la droite, favorable au libéralisme économique, à l'allègement des charges pour les entreprises, persuadée –ou feignant de l'être– que le patronat

libéré de ses charges créerait de l'emploi ; et la gauche, favorable à un Etat fort et protecteur, à un développement des services publics au service du peuple...

Tout cela est fini. Par la grâce du nouveau Président de la République, qui a découvert qu'il était ET de droite ET de gauche, toutes les fariboles antérieures sont caduques : foin de la lutte des classes ! L'intérêt de chacun est de viser le progrès, de soutenir la réforme, c'est l'intérêt du pays !

La réforme va s'imposer : la preuve n'est plus à faire, et chacun s'accorde là-dessus : il faut réformer. Commençons par le Code du Travail : pour que les patrons créent de l'emploi, il faut qu'ils puissent licencier plus facilement, et puis tant qu'on y est, on va limiter les indemnités fixées par les Prud'hommes. Et geler le point d'indice des fonctionnaires.

La réforme est toujours comprise comme une attaque de front contre les intérêts du peuple : on ne réforme jamais dans l'intérêt du peuple. On réforme le collègue : on détruit les humanités, on réforme les retraites : on allonge la durée du travail, etc. Vive la réforme !

Dans le monde nouveau, tout ce qui est ancien est mauvais, tout ce qui est nouveau est bon : un ancien élu est suspect, un nouveau député -surtout s'il est jeune- est, par nature, vierge de toute expérience politique, donc intéressant.

Le vieux monde qui avait construit en France la République, qui avait gagné la bataille contre l' « Infâme », rendu l'Ecole obligatoire et renvoyé les religions à la sphère privée, ce vieux monde a vécu. L'Ecole n'enseigne plus les grands auteurs, l'Histoire est bien mal connue, elle n'intéresse plus cette belle jeunesse toute neuve...

On apprend avec plaisir que M. Arnaud, PDG de LVMH, a augmenté sa fortune de 30%. Vive la réforme !

Consultez

www.snca-nat.fr

le site du SNCA e.i.L. Convergence et de la Fédération EIL

Convergence

et, à partir de sa page d'accueil, le blog

« Etc. pour la République »